Le [Date]

Lettres au sujet du secret professionnel de l’avocat

oct.-2023

Propriétaire du modèle : Services d’audit

Mis à jour par : Création et publication

[Titre de civilité, prénom et nom du destinataire, soit le sous-ministre adjoint principal, OU le président/de l’agent financier supérieur]

[Titre]

[Service ou division]

[Ministère, organisme ou entreprise]

[Édifice, tour et étage]

[Numéro et nom de la rue, bureau]

[Ville (Province)]  [Code postal]

[Madame/Monsieur],

Nous aimerions vous informer que nous entamons un audit des états financiers de [nom de l’entité] pour l’exercice clos le [jour mois année].

Au cours de l’audit, il se peut que nous vous demandions l’accès à des documents qui sont protégés par le secret professionnel de l’avocat et par d’autres privilèges. Les demandes d’accès à de tels documents sont faites conformément aux pouvoirs qui nous sont conférés par la *Loi sur le vérificateur général* [\*OU la *Loi sur la gestion des finances publiques*]. Par conséquent, la communication de tels documents par votre organisation est conforme aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* [*\**OU la *Loi sur la gestion des finances publiques*]et n’équivaut donc pas à une intention de renoncer à un privilège quelconque qui se rattache à ces documents. En outre, tous les documents communiqués au Bureau du vérificateur général du Canada (BVG) dans ce contexte seront traités tout à fait confidentiellement, et toutes les mesures administratives actuelles concernant l’utilisation de ces documents resteront en vigueur.

Vous trouverez ci-joint, à toutes fins utiles, une lettre de confirmation type. Si vous avez des questions à cet égard, n’hésitez pas à communiquer avec moi au [les coordonnées du responsable de la mission].

Veuillez agréer, [Madame/Monsieur], l’expression de mes sentiments distingués.

[Nom du responsable de la mission]

Directeur principal ou directrice principale
240, rue Sparks
Ottawa (Ontario)  K1A 0G6

P.j. Modèle de lettre de réponse

c.c. [Nom de l’avocat général du BVG], de l’avocat général [ou avocate générale], Direction des services juridiques

\* Choisir selon le cas l’une des options suivantes :

* pour les audits des comptes publics : articles 5 et 6 de la *Loi sur le vérificateur général*;
* pour les audits entrepris en vertu de l’article 11 : article 11 de la *Loi sur le vérificateur général;*
* pour les audits des sociétés d’État : *Loi sur la gestion des finances publiques;*

### LETTRE DE CONFIRMATION

### Le [Date]

[Titre de civilité, nom du responsable de la mission]

[Titre]

Bureau du vérificateur général du Canada

240, rue Sparks

Ottawa (Ontario)  K1A 0G6

[Madame/Monsieur],

J’accuse par la présente réception de votre lettre du [jour mois année] relative à votre audit des états financiers de [nom de l’entité] pour l’exercice clos le [jour mois année].

Nous répondrons favorablement à toute demande que vous ou votre personnel présenterez concernant l’accès à des documents pertinents qui relèvent de [nom de l’entité], y compris les documents protégés par le secret professionnel de l’avocat. La communication de ces documents sera faite conformément à l’obligation imposée par la *Loi sur le vérificateur général* [\*OU la *Loi sur la gestion des finances publiques*] et n’équivaut pas à une intention de renoncer à un privilège quelconque qui se rattache aux documents communiqués.

Veuillez agréer, [Madame/Monsieur], l’expression de mes sentiments distingués.

[Personne‑ressource]
[Ministère, organisme ou Société d’État]

c.c. [Nom des services juridiques de l’entité]

\* Selon l’option appropriée.